



à construire des infrastructures (par exemple des postes de contrôle de police) et à appuyer la professionnalisation du personnel, notamment des agents de police.

Toujours en 2014–2015, le Canada a déployé des experts civils dans des États fragiles (notamment au Cambodge, en Haïti, en Iraq, aux Philippines, en Cisjordanie et à Gaza) et auprès des institutions internationales appropriées, renforçant ainsi sa capacité de contribuer à des initiatives (stratégiques et liées à des programmes) qui visent à appuyer des États et des régions fragiles et touchés par un conflit.

Le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) a appuyé 38 projets axés sur la consolidation de la primauté du droit et sur la lutte contre les répercussions déstabilisantes du crime et de la corruption, notamment par le renforcement des capacités du secteur de la sécurité. Ces projets portaient entre autres sur le soutien à l'application de la loi, sur la promotion de la transparence gouvernementale et sur le renforcement du pouvoir judiciaire en Afghanistan, en Colombie, au Kenya, au Mexique, au Nigéria, aux Philippines, au Sénégal, en Turquie, en Ukraine et au Venezuela.

Favoriser la justice transitoire et la réconciliation

Les mécanismes de justice transitoire aident à jeter les bases d'une paix et d'une stabilité durables dans les régions qui ont connu des conflits violents et des régimes autoritaires.

En 2014–2015, trois enquêteurs de police canadiens ont été déployés au Cambodge afin de travailler en collaboration avec les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens. Grâce à leur expertise en matière d'enquête, notamment dans le domaine de la violence sexuelle et sexospécifique, ces agents ont contribué à d'importants travaux d'enquête et de poursuite menés par les tribunaux dans le dossier des crimes contre l'humanité commis sous le régime des Khmers rouges.

Le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) a également soutenu d'autres projets axés sur la justice transitoire et la réconciliation en Colombie, au Mali, en Somalie et au Sri Lanka.

Protéger les populations vulnérables, notamment les femmes et les enfants

La fragilité des États et les conflits ont des répercussions différentes sur les femmes et sur les hommes, sur les filles et sur les garçons, car les rôles et responsabilités dans la communauté sont différents selon le sexe. Bien que les femmes et les filles soient fréquemment victimes des conflits actuels, elles sont aussi des combattantes, des participantes, des chefs, des négociatrices, des artisanées de la paix et des activistes.

En 2014–2015, le Canada, en tant que partie aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, a veillé à ce que soient pleinement intégrés les principes de base de ces résolutions dans les initiatives liées aux programmes du Plan d'action du Canada sur les femmes, la paix et la sécurité.

Le Canada a aussi participé en 2014–2015 à la lutte contre la violence sexuelle et sexospécifique et contre les violations des droits de la personne à ce chapitre dans les zones touchées par l'État islamique en Iraq et en Syrie (EIIS), en collaboration avec des organisations multilatérales, internationales et locales de toute la région.

Le FCIL a soutenu environ 170 projets ayant pour but de faire valoir les droits des femmes et des filles dans les États fragiles, et de veiller à ce que l'on reconnaisse les répercussions différentes des conflits sur les femmes et les filles et que l'on en tienne compte. Quelque 150 projets ont également porté sur la prévention de la violence sexuelle et du mariage précoce ou forcé.

Le Canada a fourni aux pays qui en ont besoin de l'aide internationale au développement pour retirer des mines terrestres, des armes à sous munitions et d'autres restes d'explosifs militaires, et pour prêter assistance aux survivants d'incidents causés par ces engins. Ce soutien a été offert dans le cadre de la Convention d'Ottawa, de la Convention sur les armes à sous-munitions (ratifiée par le Canada en mars 2015) et de la Convention sur certaines armes classiques.

En 2014–2015, par un petit geste s'inscrivant dans le contexte plus large du soutien aux programmes d'action contre les mines dans le monde entier, le Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR) a appuyé l'Entreprise coopérative d'orthèses et de prothèses au Laos en lui versant une contribution pour l'aider à mettre sur pied une clinique mobile novatrice qui offrira des services de réadaptation aux victimes de restes d'explosifs militaires vivant dans des régions éloignées du pays.

